

N°06 _ du 10 – 14 février 2025

INMISUISSE - Service International : <https://www.inmisuisse.org/>

NEWSLETTER : Objectifs de Développement Durable

ACTUALITES

AFP, Le Monde Afrique, AllAfrica – 10 février 2025

Union Africaine : qui sont les trois candidats au poste de président de la Commission ?



La 38e session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine (UA) se tiendra les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie, sur le thème : "Année de la justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par le biais de réparations". Ce sommet annuel verra s'affronter trois candidats pour succéder au Tchadien Moussa Faki Mahamat à la

présidence de la Commission de l'UA, dans un contexte marqué par des conflits régionaux, notamment en RDC (République Démocratique du Congo).

• **Raila Odinga, le favori**

Opposant historique kényan, Raila Odinga, 80 ans, bénéficie du soutien de nombreux chefs d'État, dont son président, William Ruto. Cinq fois candidat malheureux à la présidence kényane, il a laissé entendre qu'il pourrait se représenter en 2027, tout en affirmant vouloir se consacrer à l'UA.

• **Mahamoud Ali Youssouf, l'équilibriste**

Ministre des Affaires étrangères de Djibouti depuis 2005, ce diplomate de 59 ans, polyglotte et proche du président Ismaïl Omar Guelleh, met en avant ses compétences de médiateur. Il a critiqué les problèmes de gouvernance en Afrique, notamment dans les pays touchés par des coups d'État.

• **Richard Randriamandrato, le discret**

Ancien ministre des Affaires étrangères et des Finances de Madagascar, ce candidat de 55 ans a mené une campagne discrète. Il a été limogé en 2022 après avoir soutenu une résolution de l'ONU condamnant les annexions russes en Ukraine.

The Citizen, SABC, Courrier International , Le Monde Afrique – 11 février 2025

Trump offre l'asile aux Afrikaners : hilarité et consternation en Afrique du Sud



Alors que la Maison-Blanche a annoncé, le 7 février, la suspension de l'ensemble des aides américaines à destination de l'Afrique du Sud, une autre disposition contenue dans le décret signé par Donald Trump a provoqué l'hilarité sur les réseaux sociaux : l'offre du statut de réfugié à la communauté blanche afrikaner qui serait victime de "discrimination raciale injuste", selon l'administration américaine.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères sud-africain a souligné "l'ironie" qui consiste à offrir le statut de réfugié à "un groupe qui reste parmi les plus privilégiés en

INMISUISSE, Rue des Fortifications 8A, 1844 Villeneuve

Branche office des Nations Unies : Rue Daubin 33, 1203 Genève

www.inmisuisse.org info@inmisuisse.org / (+41) 21 653 03 85 / IBAN : CH8309000000177172547

Afrique du Sud”, rapporte le quotidien The Citizen. Descendante des premiers colons néerlandais, français et allemands, la communauté afrikaner est l’une des deux principales communautés blanches en Afrique du Sud, avec les descendants de colons de langue anglaise. En tout, la communauté blanche représente environ 7 % de la population sud-africaine et perçoit les revenus médians les plus élevés du pays, d’après une étude publiée par le gouvernement sud-africain en 2024.

BBC – 11 février 2025 ; APAnews , Afriqinfos , Le monde Afrique – 13 février 2025

En Ouganda, l’opposant emprisonné Kizza Besigye est dans « un état de santé critique »



L’opposant Ougandais Kizza Besigye, qui a commencé une grève de la faim, lundi 10 février, après des mois de détention dans son pays consécutifs à son enlèvement au Kenya, est dans un état de santé « critique », a déclaré jeudi l’un de ses avocats. Jadis médecin personnel du président, Yoweri Museveni, Kizza Besigye, 68 ans, est dans le collimateur du gouvernement depuis son ralliement à l’opposition, il y a vingt-cinq ans. Il s’est présenté quatre fois à la présidentielle en Ouganda, sans succès. Enlevé en novembre 2024 lors d’un déplacement au Kenya, il est actuellement jugé devant une cour martiale, une procédure qualifiée de « simulacre » par son épouse, Winnie Byanyima, directrice de l’Onusida, le programme des Nations unies de lutte contre le VIH. Accusé notamment de trahison, il encourt la peine capitale. Lors de la reprise du procès, au début de janvier, l’un de ses avocats a été condamné à neuf mois de prison.

Amnesty Internationale, Panapress, BBC, RFI – 13 février 2025

Des habitant·e·s du Nigeria amènent Shell devant la Haute Cour du Royaume-Uni après 10 années de lutte pour la justice



Après une décennie de lutte pour la justice, le procès sur les questions préliminaires relatives au droit nigérian dans l’affaire Shell c. les communautés Ogale et Bille va se dérouler devant la Haute Cour du Royaume-Uni du 13 février au 10 mars 2025. Il y a 10 ans, les habitant·e·s des communautés Ogale et Bille, au Nigeria, ont affirmé que leurs moyens de subsistance avaient été détruits et leurs maisons endommagées par des centaines de déversements pétroliers provoqués par Shell. La pollution a causé des dégâts immenses sur l’environnement local, tuant les poissons et les végétaux, et privant des milliers de personnes d’un accès à l’eau potable. Les communautés ont porté leur plainte devant les tribunaux britanniques, mais Shell n’a cessé de retarder l’affaire, arguant que sa responsabilité légale n’était engagée dans aucun épisode de pollution. Ce retard a eu un effet dévastateur sur la vie des gens. Le 6 décembre 2024, la Cour d’appel britannique a donné son feu vert à la poursuite de l’affaire. Isa Sanusi, directeur d’Amnesty International Nigeria, a déclaré :

« Les communautés Bille et Ogale de la région pétrolière du delta du Niger, au Nigeria, vivent depuis si longtemps avec les effets dévastateurs de la pollution. Les compagnies pétrolières, en particulier Shell, les ont exposées à de multiples déversements qui ont causé des dégâts permanents aux terres agricoles, aux cours d’eau et à l’eau potable, les privant de la possibilité

de cultiver ou de pêcher...La contamination de l'eau et d'autres conséquences affectent même les bébés qui, dans certains cas, naissent avec des malformations. Ces populations sont privées d'un bon niveau de vie. Elles méritent d'obtenir justice et des réparations effectives, et j'espère que ce procès, qui n'a que trop tardé, permettra d'une manière ou d'une autre d'y contribuer. »

Image de la semaine



Union africaine : course au poste de président de la Commission :

-De gauche à droite : le Kényan Raila Odinga, le Djiboutien Mahamoud Ali Youssouf et le Malgache Richard Randriamandrato.